

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL portant mise en demeure Estérel Côte d'Azur Agglomération de respecter les prescriptions applicables à ses installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime déclaratif au titre de la rubrique n°2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sises à Saint-Raphaël

Le préfet du Var,

Vu le code de l'Environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1, L514-5 ;

Vu l'article L122-1 du code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 nommant Monsieur Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/12/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 1997 autorisant la commune de Saint-Raphaël à exploiter une station de transit de déchets ménagers et une déchetterie situées, quartier Mal Temps, à Saint-Raphaël ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 autorisant la communauté d'agglomération de Fréjus-Saint-Raphaël, formant désormais Estérel Côte d'Azur Agglomération (ECAA), à poursuivre l'exploitation des installations précitées et édictant des prescriptions complémentaires ;

Vu la visite de l'inspecteur des installations classées du 18 décembre 2025 des installations précitées, exploitées par Estérel Côte d'Azur Agglomération à Saint-Raphaël ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 janvier 2026, transmis le même jour par courriel à l'exploitant, relatif à la visite d'inspection du 18 décembre 2025 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 10 février 2026 en réponse au rapport de l'inspection du 18 décembre 2025 qui indique notamment, que les travaux de mise en conformité, nécessaires au respect des dispositions de l'article 4.1.1 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé, ne pourront être finalisés que dans un délai de 5 mois ;

Vu la communication à Estérel Côte d'Azur Agglomération, par courriel du 13 avril 2026 du projet d'arrêté concernant la présente décision, mettant en demeure la collectivité de respecter les prescriptions applicables à ses installations, sises sur la commune de Saint-Raphaël, valant procédure contradictoire au sens des articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement, de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, consécutif au contrôle de ces installations le 18 décembre 2025 ;

Vu la réponse de l'exploitant par courriel du 11 juin 2026 ne formulant aucune observation sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que lors de la visite en date du 18 décembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence d'un dispositif répondant à la prescription de l'article 4.1.1 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018, cité supra ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, précité ;

Considérant que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés par l'article L511-1 du code de l'environnement, dans la mesure où l'absence de détection et de surveillance de départ d'incendie peut occasionner des préjudices aux biens et à la santé publique ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure ECAA de respecter les prescriptions de l'article 4.1.1 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel susvisé, et de fixer des mesures conservatoires nécessaires afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

Estérel Côte d'Azur Agglomération, exploitant une installation de transit, regroupement, tri de déchets, au 291 boulevard Delli Zotti, sur la commune de Saint-Raphaël, est mise en demeure

de respecter les dispositions de l'article 4.1.1 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié, **dans un délai de 5 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

Article 2 – Mesures conservatoires

Dans l'attente de la mise en œuvre des dispositions fixées à l'article 4.1.1 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel susvisé et **à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral**, l'exploitant met en œuvre et maintient les mesures transitoires suivantes :

- aucun déchet combustible ou inflammable n'est présent dans le périmètre classé 2716 en dehors des heures d'ouverture des installations ;
- des rondes sont organisées dans les zones 2716 contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal ;
- une ronde est effectuée sur l'ensemble du périmètre classé 2716 à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur la zone ;
- des consignes sont données aux personnels opérant dans cette zone et sont affichées sur site.

Article 3 – Sanctions administratives

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 - Notification & publicité

La présente décision sera notifiée à l'exploitant.

En application de l'article R171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 6 - Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier,

soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 7 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var et l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, pour information, à la sous-préfète de Draguignan, au maire de Saint-Raphaël, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var et au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

22 JUIN 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI